

Découvrez 50 étranges décisions de la cour Suprême israélienne : mérite-t-elle d'être dissoute ?

écrit par Edmond le Tigre | 30 mars 2023





Notez avec leur numéro les décisions de la Cour Suprême en indiquant si elles sont à votre avis:

- 1) démocratiques
- 2) favorables à Israël
- 3) défavorables à Israël

Sécurité et terrorisme

1) Limitations sévères à l'utilisation de contre-mesures ciblées par les chefs terroristes (2006).

2) Interdiction de la « procédure de voisinage » destinée à protéger les soldats de Tsahal (2005)

3) Annulation des ordres de démolition des maisons de terroristes meurtriers (2016, 2018, 2020, 2020 et plus)

4) Volonté de discuter des revendications des terroristes qui sont les sujets d'un État ennemi contre l'État (affaire

Dirani, 2011)

5) Restrictions imposées aux FDI pendant les combats et briefing des officiers (siège de l'église de la Nativité 2002, Rafih 2004).

6) Annulation de la décision du ministre de l'Intérieur de refuser la résidence aux membres du Parlement palestinien au nom du Hamas (2017)

7) Faire payer des cotisations de sécurité sociale aux terroristes qui ont été privés de leur citoyenneté (2022)

8) Interdiction de garder les cadavres de terroristes dans le but de négociations pour récupérer les cadavres de soldats de Tsahal (Alyan, 2017 – annulé en 2019 !)

9) Abrogation de la loi sur l'assurance nationale refusant les allocations des parents aux terroristes mineurs (2021)

10) Interférence avec des considérations de sécurité dans la détermination du tracé de la clôture de séparation (2004).

Immigration

11) Freiner la politique du gouvernement pour protéger les habitants du sud de Tel-Aviv – 3 disqualifications de la loi pour empêcher les infiltrés (2013, 2014, 2015)

12) Restrictions qui ont bloqué le projet du gouvernement d'expulser les infiltrés vers un pays tiers (2017)

13) Disqualification de la « loi de dépôt » destinée à favoriser le retour des infiltrés dans leur pays (2020)

14) Rejetant la décision du ministre de l'Intérieur de limiter le nombre de réfugiés ukrainiens à 5000 (2022)

15) Détermination du statut des réfugiés par peur de la parole des femmes dans leur pays d'origine (2020)

16) Faciliter les processus de résidence des Palestiniens de Gaza en Israël (2017)

Sionisme

17)interpréter la loi fondamentale sur la nationalité d'une manière qui l'empêche d'influencer la politique (2021)

18) Obliger les ministres de l'Éducation à décerner le prix Israël à un partisan du BDS (2022)

19) Annulation de la décision du ministre de l'Intérieur de restreindre l'entrée de l'activiste BDS Lara Al-Qassem en Israël (2018)

20) Révoquer la décision du Conseil de la critique cinématographique d'interdire la projection du film Jenin Jenin (2003)

21) Les députés qui soutiennent le terrorisme ont été autorisés à la Knesset contre les décisions du comité électoral (Bashara, 2002 ; Zahalka, 2009 ; Yazbek, 2020)

22) Révoquer la décision du ministre de la Défense d'interdire l'entrée des familles de terroristes d'Israël à la cérémonie des familles endeuillées (2018)

23)Instruction pour écrire en arabe dans les villes mixtes également dans les zones sans population arabe (2002)

Terres

24) Annulation de la politique d'implantation d'un établissement communautaire juif par l'agence (Katzir-Kadan, 2000)

25) Disqualification de la « loi de régularisation » pour le statut des implantations et des maisons dans la Judée-Samarie par des compensations (2020)

26) Discrimination permanente dans les discussions sur l'évacuation des avant-postes sans preuve d'une appropriation arabe claire : Amona (2006, 2016) ; Magron (2011) ; Ofra (2014); Le chemin des ancêtres (2016).

27) Expulsion de « Beit Ezra » à Hébron contre la volonté du propriétaire et contre la position du comité d'appel (2012)

28) Réparer l'installation illégale de Bédouins dans le Néguev (Adalah, 1997 ; Abu Afash, 2000 ; Abu Mas'ad, 2006 ; Adalah, 2016)

29) La loi raciste interdisant la vente de terres aux Juifs en Judée-Samarie a été autorisée à être maintenue (2022)

Economie

30) Freiner le plan du gouvernement pour résoudre la crise du logement (Mizrahi Arch, 2002)

31) Intervention de grande envergure dans l'interprétation des contrats même contraire à la langue du contrat (Afrofim, 1995)

32) ingérence dans la mise en œuvre du plan gaz et atteinte à la sécurité des affaires (2016)

Religion d'État et de famille

33) Interdiction aux administrateurs d'hôpitaux d'empêcher l'introduction de pain sans levain dans les hôpitaux à la Pâque (2020)

34) Formation et réparation de la situation d'ouverture d'entreprises le Shabbat à Tel Aviv (2017)

35) Obliger un conjoint trahi à partager ses biens importants avec le conjoint infidèle (2021)

36) Forcer l'État à modifier la loi et à autoriser la

maternité de substitution en Israël pour les couples de même sexe (2020)

37) Imposer des amendes à Channel 20 pour ne pas avoir inclus les réformateurs dans ses émissions (2017)

37) L'acceptation de la pétition en faveur de la diffusion de pornographie (2004)

38) Empêcher les ultra-orthodoxes d'organiser des événements culturels selon leur foi (2019)

Parti pris politique

39) Disqualification de la loi « Chaîne 7 » qui permettait à la seule radio de droite à l'époque d'émettre (2002)

40) Ingérence dans les actions du président de la Knesset Edelstein et transfert de ses pouvoirs en violation des statuts (2020)

41) Empêcher l'exécution de l'arrêté du ministre pour le BTP d'évacuer la Maison d'Orient du gouvernement de transition (1999)

42) Rejet d'une pétition contre la poursuite des négociations politiques à Taba sous un petit gouvernement minoritaire (2001)

43) Le rejet des pétitions contre un accord sur la frontière maritime avec le Liban lors d'un gouvernement de transition (2022)

44) L'invention de la doctrine de « l'abus de pouvoir constituant » comme outil d'invalidation des lois fondamentales (2017, 2021)

45) La disqualification de Michael Ben Ari de se présenter aux élections contre l'approbation de Kasif et Bald contrairement à la position du Comité électoral (2019)

46) Soutenir le système judiciaire en boycottant une cérémonie d'État pour marquer le 50e anniversaire d'une implantation (2017).

Tout cela est détaillé dans le livre de Miri Shimonovitz.

Edmond Le tigre